

Appel de la CGT Finances publiques 31 à l'ensemble des agents de la DGFIP et des agents des trois versants de la Fonction publique

Toulouse, le 8 mars 2019

Quand vous lirez ces quelques lignes, les collègues de la Haute-Garonne, avec le soutien de leurs organisations syndicales Solidaires-CGT-FO-CFDT, termineront leur 6ème semaine de conflit, par la grève et le blocage de 7 grands sites du département.

Six semaines durant lesquelles ni la direction locale, ni la direction générale, n'ont amorcé le moindre pas sérieux pour engager la négociation. Nos dirigeants locaux ont d'une part accordé une demi journée à l'ensemble des services pour rédiger les cahier revendicatif et, dans le même temps, distribué des lettres de menace individuelles par voix d'huissier ou par le biais des cadres supérieurs du département.

Ces derniers jours, ils ont également à deux reprises tenté de briser la grève sur l'un des sites en exfiltrant les agents de l'équipe de renfort/CPS pour les deux jours où le blocage avait été voté et en les envoyant en mission pour la journée dans différents services du département. Ces affectations ont été prises sans respecter la note départementale de 2014 qui donnait un délai de 5 jours à l'administration pour attribuer une mission à un membre de l'équipe de renfort. Mais quand il s'agit de s'accorder les faveurs du prince, certains valets n'ont aucune retenue. Pourtant, la direction continue à affirmer par la voix de ses cadres supérieurs que la direction générale se moque du mouvement en Haute Garonne, au motif que le nombre de grévistes serait ridiculement bas. Alors, pourquoi tant d'empressement et d'énergie pour faire cesser ce conflit ?

Les agents de la Haute Garonne défendent des revendications qui sont celles de l'immense majorité des agents de la DGFIP, et plus généralement des fonctionnaires.

♦ Au niveau Fonction publique :

- Retrait du projet de loi de démantèlement de la Fonction publique et maintien de notre statut général et nos statuts particuliers ;
- Dégel du point d'indice et rattrapage des 20 % de perte de pouvoir d'achat depuis 2000 ;
- Recrutement du nombre de fonctionnaires à hauteur des besoins de l'ensemble des administrations et titularisation de l'ensemble des emplois précaire de la Fonction publique ;
- Défense de la retraite par répartition, du Code général des pensions et des régimes particuliers ;

◆ **Au niveau DGFIP :**

- Retrait du plan Darmanin/Parent de démantèlement de la DGFIP : aucune externalisation de mission, aucun transfert . Arrêt de la mise en place des agences comptables et maintien de la séparation ordonnateur / comptable ;
- Arrêt du PAS de l'impôt sur le revenu, véritable privatisation du recouvrement et autoroute vers la fusion IR / CSG, qui contribuera à la destruction de la Sécurité Sociale de 1945 ;
- 200 euros pour tous immédiatement, 200 euros d'IMT mensuelle pour reconnaître les qualifications ;
- Stop à la limitation du nombre de passage de concours ;
- Suppression définitive du RIFSEEP, qui est la négation du travail collectif des services ;
- Rétablissement de plans de qualification garantissant la promotion interne à la DGFIP ;
- Déblocage d'une enveloppe financière départementale de 100 000 euros pour satisfaire les besoins matériels exprimés dans les cahiers revendicatifs.

La CGT Finances publiques de la Haute Garonne invite l'ensemble des collègues de la DGFIP et des 3 versants de la Fonction publique à les rejoindre de toute urgence dans ce mouvement de grève et de blocage des services.

Ce n'est que par une mobilisation rapide et massive, par la grève et le blocage des services, que nous pourrons contrecarrer les projets liquidateurs du gouvernement Macron / Philippe contre la DGFIP et l'ensemble des services publics ! Nous savons tous que les journées des 14, 19 et 28 mars ne feront pas plier le gouvernement !

Toutes et tous ensemble vers la défense d'un projet de société qui vise la satisfaction des besoins du plus grand nombre, la justice fiscale et une répartition équitable des richesses !

Toutes et tous ensemble pour la sauvegarde du patrimoine de ceux qui n'en n'ont pas : le service public !

Toutes et tous, ensemble !